



PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction Départementale des Territoires

Service Environnement, Eau et Forêt
Unité des Procédures Environnementales

Arrêté de mise en demeure à l'encontre de la Société SOLEVAL à Auterive

16 02

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-8, R181-46, R. 512-47 ;

Vu l'arrêté du 12 février 2003 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous la rubrique n°2730 « traitement des cadavres, des déchets ou des sous-produits d'origine animale » ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n°9 du 20 avril 2006 modifié autorisant la société SOLEVAL à exploiter un atelier de traitement de sous-produits d'origine animale situé ZI du Quilla à Auterive ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°55 bis du 21/10/2013 relatif à la société SOLEVAL située à Auterive et portant sur les rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique (RSDE) en première phase (surveillance initiale) ;

Vu le rapport de l'Inspection des installations classées en date du 07/10/2019 faisant suite à la visite d'inspection effectuée le 3/09/2019 ;

Considérant le signalement effectué par la sous-préfecture de Muret à l'Inspection des installations classées le 9/08/2019 et relatif aux plaintes de riverains pour nuisances olfactives ;

Considérant les divers incidents de fonctionnement non déclarés à l'Inspection des installations classées comme fixé par les articles 11 et 29 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 12 février 2003 susvisé ;

Considérant que l'exploitant n'a pas procédé au suivi annuel des émissions d'odeurs en 2018 et 2019 comme prescrit dans son arrêté d'autorisation ;

Considérant que l'exploitant n'a pas mis en œuvre un observatoire permanent des odeurs comme prescrit dans son arrêté d'autorisation ;

Considérant que l'information de la Société SOLEVAL prévue aux articles L.171-6 et L.514-5 susvisés a été réalisée par lettre de l'inspection des installations classées en date du 16/10/2019 ;

Considérant qu'il y a lieu, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure la Société SOLEVAL de régulariser sa situation ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

Arrête :

Art. 1^{er}. – La Société SOLEVAL est mise en demeure, pour les faits constatés chemin du Quilla, à Auterive (31190), à compter de la notification du présent arrêté, de :

- Avant le 31 décembre 2019 :

Réaliser le suivi annuel des émissions d'odeurs (campagne de mesures olfactométriques) pour l'année 2019 et en transmettre le résultat à l'Inspection des installations classées ;

- Dans un délai de 1 mois :

Remettre en état de fonctionnement et d'étanchéité la porte d'entrée du chargement du bâtiment de stockage des matières premières ;

- Dans un délai de 6 mois :

Mettre en place l'observatoire permanent des odeurs tel que prescrit dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 avril 2006 afin, soit de calculer et suivre l'indice de gêne ou de confort olfactif perçu par la population au voisinage de l'installation, soit de qualifier l'évolution du niveau global de l'impact olfactif de l'installation.

Art. 2. – À défaut d'exécution dans les délais impartis à l'article 1^{er}, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

Art. 3. – Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art. 4. – Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

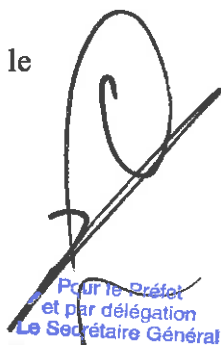
L'exploitant dispose d'un délai de 2 mois à compter de la notification de la présente décision pour la déférer, s'il le souhaite, au tribunal administratif de Toulouse, soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://telerecours.fr>

Art. 5. – En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Haute-Garonne pendant une durée minimale de deux mois.

Art. 6. – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur départemental de la protection des populations et le directeur départemental des territoires de Haute-Garonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Toulouse, le

21 NOV. 2019


Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général

Denis OLAGNON